

Maladies nosocomiales / Clinique du Sport à Paris

LA MYCOBACTÉRIE XÉNOPIE,
LES MÉDECINS ET LES JUGES

Vingt ans après les premières contaminations de patients de la Clinique du sport par une redoutable bactérie, la justice se penche sur les pratiques, entre 1988 et 1993, de cet établissement réputé, dans un dossier qui avait mis en lumière le problème des maladies nosocomiales.

■ Jugés jusqu'au 28 octobre par le tribunal correctionnel de Paris, trois médecins, dont l'ancien directeur de cette clinique parisienne, sont accusés d'avoir contribué, par négligence des règles sanitaires, à la propagation de la mycobactérie xenopie dans le réseau d'eau de la clinique.

Une maladie qui s'apparente à une tuberculose osseuse

Cette bactérie a provoqué chez 58 patients opérés des lombaires ou des cervicales entre janvier 1988 et mai 1993 l'apparition d'une maladie s'apparentant à une tuberculose osseuse. Une douzaine de victimes se sont constituées parties civiles.



Le Dr Pierre Sagnet était directeur de l'établissement à l'époque des faits. Il a cessé son activité médicale depuis.

Seules six étaient présentes hier à l'audience.

Mis en cause pour avoir réutilisé des kits d'intervention à usage unique et pour des carences dans le protocole de stérilisation des instruments chirurgicaux, les trois praticiens sont notamment poursuivis pour «blessures involontaires» et «tromperie».

Des accusations entièrement contestées par les intéressés qui ne doutent pas de «sortir la tête haute de cette histoire», a assuré avant l'ouverture du procès M^e Olivier Leclere, avocat du Dr Pierre Sagnet, directeur de l'établissement à l'époque des faits.

«Au regard des connaissances et des pratiques de l'époque, toutes les précautions sanitaires ont été prises», argumente-t-il en soulignant le «paradoxe» de voir poursuivis les médecins à titre individuel et non la clinique, au titre de personne morale, comme organisatrice du protocole sanitaire.

«Un chirurgien est-il responsable de la qualité du réseau d'eau de la clinique qui l'emploie? Non, à l'évidence», insiste M^e Xavier Flécheux, avocat de Didier Bornert, l'un des médecins ayant opéré les patients contaminés, comme ses co-prévenus les Drs Sagnet et Patrick Béraud.

L'ex-directeur de la Clinique du Sport est également poursuivi pour avoir attendu plusieurs années avant de prendre les mesures destinées à stopper la contamination.

SORTIR DE L'OMBRE

■ Sortis de l'ombre par l'affaire de la Clinique du Sport, les risques d'infections nosocomiales, c'est-à-dire contractées en milieu hospitalier, ne sont pas jugulés pour autant, malgré les programmes de prévention mis en place.

Époux d'une des victimes des pratiques de la Clinique du Sport, entre 1988 et 1993 (voir ci-contre), Alain-Michel Ceretti a créé le LIEN (Lutte, Information, Etude des infections Nosocomiales), association qui a engagé la bataille contre ce qu'il juge être le «plus gros scandale français en matière de maladie nosocomiale».

Douze ans après qu'eut éclaté au grand jour, en 1997, l'affaire de cette clinique parisienne où plus de cinquante patients avaient été contaminés par la bactérie Xenopie, le LIEN avait placé, début février, ses Etats généraux sous le signe de la poursuite de la «lutte sur le terrain».

Il faut «en finir avec la culture du secret et du compromis», insistait l'association, alors que le ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, s'était félicité, une semaine plus tôt, des résultats encourageants dans la lutte contre les infections nosocomiales.

Conséquences «dramatiques d'une insuffisante qualité

des soins», 6% à 7% des hospitalisations sont «compliquées par une infection nosocomiale plus ou moins grave, soit environ 750 000 cas sur les 15 millions d'hospitalisations annuelles», soulignait un rapport parlementaire en 2006.

9000 décès par an

Elles «seraient en cause pour 9000 décès par an, dont 4200 concernent des patients pour lesquels le pronostic vital n'était pas engagé à court terme à leur entrée à l'hôpital», c'est-à-dire qui n'étaient pas en danger de mort en y arrivant, relevait le sénateur Alain Vasselle, au nom de



Alain-Michel Ceretti a créé le LIEN. (Photo archives AFP)



Un établissement réputé.

En octobre 1997, des milliers de patients de la clinique avaient été rappelés, sur injonction du ministère de la Santé, pour faire l'objet d'un dépistage systématique.

Alors que la défense s'attache à minimiser la portée

d'un procès «très éloigné des accusations de départ», les parties civiles insistent sur le caractère exemplaire de cette affaire.

«C'est le symbole de presque tout ce qu'il ne faut pas faire en matière de médecine busi-

ness et le point de départ de la mise en lumière des maladies nosocomiales dans l'opinion publique», estime M^e Patrick de la Grange, qui défend les intérêts de plusieurs victimes.

Le ping-pong des responsabilités

«C'est le plus gros scandale français en matière de maladie nosocomiale. Il y a eu un avant et un après Clinique du sport», observe Alain-Michel Ceretti, époux de l'une des victimes (voir ci-dessous). La démarche heurtée en raison de douleurs incessantes, Abdellatif Lakhnati a exprimé «sa peur, après avoir attendu ce procès durant des années, d'assister à un match de tennis entre les médecins qui vont renvoyer la responsabilité sur la clinique et la clinique qui va se défausser sur les médecins».

Hier une partie de ping-pong des responsabilités s'est de fait engagée entre Didier Bornert, soulignant que ce n'était pas lui qui commandait les kits d'instruments chirurgicaux, et Pierre Sagnet assurant qu'il répondait aux demandes des praticiens.

Moins assuré que ses confrères à la barre, Pierre Sagnet est le seul à avoir cessé ses activités après le drame. «Cela m'a beaucoup marqué, cela m'a été difficile de continuer après cela, je me demandais sans arrêt si je prenais la bonne décision».

SELON L'ANTENNE RÉGIONALE DE LUTTE

L'Alsace « dans la meilleure moitié »

Dans l'intrication des indices mesurant les moyens mis en place contre les maladies nosocomiales ou, sur la base du volontariat cette fois, la prévalence de ces événements volontairement indésirables, l'Alsace est loin de faire mauvaise figure. Selon le Dr Stéphane Gayet, coordonnateur de l'Antenne régionale d'Alsace de lutte contre les infections nosocomiales, les établissements de santé s'investissent davantage dans les efforts de surveillance et de maîtrise du phénomène: du coup, «on assiste à une baisse» du risque d'infections nosocomiales, qui place la région dans «la meilleure moitié des classements effectués».

Entre indicateurs obligatoires et surveillance en pleine coopération, le Dr Gayet relève, dans le cadre de sa mission, «de très bons taux de participation des établissements, reflétant leur implication dans cette lutte». Les chiffres de résultats restent pour l'heure agrégés au niveau régional, puis national, et ne désignent pas tel ou tel établissement - ni en bien, ni en mal. Pour autant, la culture de prévention gagne du terrain - la pression de l'opinion publique et le retentissement de certaines affaires n'y sont sûrement pas étrangers. Au point que la France pourrait se targuer désormais de posséder la plus grande base de données au monde sur le phénomène. Chaque infection reste néanmoins de trop. En témoignent douloureusement, si besoin était, les plaintes déposées par les patients touchés ou leur famille, à l'encontre le plus souvent d'un secteur médical très sensible, par essence: la chirurgie. Et si les infections nosocomiales entrent à plein dans les préoccupations des établissements hospitaliers, elles demeurent un sujet d'enquête pas toujours facile à conduire dans la durée. Aucun hôpital n'est vraiment en mesure à l'heure actuelle d'établir une surveillance administrative douze mois par an de ces données: davantage pour des raisons de moyens que de bonne volonté, estime-t-on à l'Antenne régionale de lutte.

La solitude d'une victime

■ Opérée à la Clinique du Sport en 1991 et contaminée par la mycobactérie à l'âge de 29 ans, Béatrice Ceretti a «erré» plusieurs années avant de découvrir la nature du mal qui lui rongait les vertèbres.

«Je suis rentrée à la clinique pour une intervention sur une hernie discale bénigne.

Quelques semaines plus tard, j'avais du mal à marcher et je ne pouvais plus porter mes enfants tant les douleurs au dos étaient fortes», se souvient cette femme âgée de 47 ans aujourd'hui.

Durant les cinq années qui suivent, alors qu'elle a dû faire une croix sur toute activité professionnelle, Béatrice Ceretti court les consultations médicales pour tenter de trouver un remède à ce mal qui n'a pas de nom. Elle est suivie un moment, sans résultat, à la Clinique du Sport où, selon l'accusation, le risque de contamination était connu dès 1989. Elle s'inflige tous les remèdes prescrits, y compris deux ans de plâtre qui l'immobilise de la poitrine au coccyx avec infiltrations de corticoïdes dans la colonne vertébrale.

Un scanner enfin

«Les médecins ne m'ont pas prise au sérieux, on m'a dit que je somatisais, que j'étais folle, on m'a demandé si j'avais des problèmes de couple. J'ai culpabilisé en pensant que c'était de ma faute», raconte Mme Ceretti.



Béatrice Ceretti: «Les médecins ne m'ont pas prise au sérieux». (Photo AFP)

Jusqu'à ce jour de 1997 où un scanner est enfin prescrit, dont le résultat lui est délivré par un radiologue «au visage démonté» à la vue de l'état de son dos.

«On m'a dit que c'était soit un cancer, soit une tuberculose osseuse. J'ai été envoyée en urgence dans un hôpital parisien où un médecin avait eu vent d'une trentaine de contaminations infectieuses de patients opérés à la Clinique du Sport».

La machine judiciaire et politique se met alors en branle, n'apportant que peu de répit aux souffrances des victimes: «Pendant des années, on m'a laissée errer et souffrir seule. Quand on découvre que le mal est finalement réel, on est paumé».

A plus forte raison quand on apprend que le mal de départ, l'hernie discale, ne nécessitait pas forcément une intervention. Selon Mme Ceretti, désormais reconnue partiellement invalide et régulièrement clouée au lit pendant plusieurs jours par la douleur, «des expertises ont prouvé que l'opération était inutile et abusive. On me l'a superbement vendue».